

13 gbre 1789.

---

Nº. VII.

---

L'AMI DU PEUPLE,  
O U  
LE VRAI CITOYEN;

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES.

---

Tout ce qui n'est pas défendu par la loi  
ne peut être empêché.

Art. 5. des Droits de l'Homme.

---

ASSEMBLÉE NATIONALE.

*Suite de l'affaire de MM. Martin & Duval.  
Destin. — Dénonciation de quatre vais-  
seaux chargés de grains arrêtés par les  
habitans de Rouen. — Plainte d'un  
Ecclesiastique contre l'Assemblée natio-  
nale. — Colporteurs saisis. — Lettre  
d'un Patriote sur les Parlemens.*

*Certificats qui se trouvent entre les mains  
de MM. Duval & Martin.*

“ JE souffigné, tenant les registres pour  
“ M. Smith, certifie que l'extrait ci-des-

( 2 )

» fus (1) est conforme au contenu du registre :  
» en foi de quoi j'ai signé le présent. A l'Ecole  
» militaire, ce 22 octobre 1789. »

*Signé* RAMBOURG.

« Je soussigné, certifie que les marons ci-  
» dessus dénommés étoient vrai produit d'arbres  
» & non de grains & de farines gâtés, & que  
» c'est moi, chargé de la manutention des  
» moulages & farines, qui les ai fait moudre.  
» A l'Ecole militaire, ce 22 octobre 1789. »

*Signé* PERRONNEL.

Il en résulte, suivant les certificats ci-dessus, que l'on nous fait manger des marons sauvages, car il n'est pas probable que ce soit des marons de Lyon; ils sont plus cher que le pain. Cette seconde visite ne fut point du goût de MM. les présidens; ils formerent une cabale afin de perdre nos deux visiteurs... Le lendemain 23 la loi martiale fut vivement agitée dans l'Assemblée générale. M. Duval proposa que les bons citoyens feroient invités à monter la garde en habit bourgeois, & à quitter l'uniforme jusqu'à ce que les troubles fussent passés; parce que nos ennemis devant avoir les mêmes habits, il seroit facile par-là de les reconnoître.

Un autre membre (2) ayant proposé que les

---

(1) Voyez le numéro VI.

( ) M. Parisseau... Il a eu l'honneur d'être chassé du district, comme banqueroutier.



boulangers déclareroient au district, tous les trois jours, la quantité de farines qui leur seroit nécessaire, pour leur être fourni par le comité de subsistance, M. Duval dit, que les boulangers n'auroient jamais, selon cette motion, des provisions que pour trois jours; en même-temps il offre des soumissions, sous huit jours, des personnes qui signeront, comme quoi ils donneront, non pas la fourniture de trois jours, mais de l'approvisionnement général pour toujours..... Cette offre ne fut pas reçue, parce qu'il n'étoit pas de l'intérêt de MM. les officiers du district que Paris fût approvisionné.....  
 Seconde cause de haine.....

Il est également faux que M. Martin ait fait de motion sur la loi martiale. La motion faite à ce sujet a été présentée par M. Pariseau, vice-président.... Cette motion tendoit à envoyer une députation à MM. les représentans de la commune, pour leur demander les motifs qui les avoient déterminés de solliciter, à deux reprises consécutives, la loi martiale; & les sommer de se retirer pardevant l'Assemblée nationale, pour la supplier de retirer cette loi. Il fut décidé que cette députation seroit précédée par le président & par le sieur Pariseau, auteur de cette motion. Voilà donc MM. les représentans de la commune convaincus d'accaparement. A qui se fier désormais, si des citoyens que nous avons cru vertueux, en les choisissant pour nous représenter, nous trahissent?... Les boulangers qui vont dans les campagnes acheter des blés, disent tous que la plupart des moulins ne font rien. Cependant ce n'est qu'avec grande peine qu'ils peuvent faire moudre les

grains qu'ils achètent. MM. les commissaires les retiennent tous pour le service de l'hôtel-de-ville, & il leur est défendu de moudre pour d'autres.... Moyens infailibles pour nous affamer.... Les magasins sont pleins, nous dit-on, & nous manquons de pain.... Pourquoi ne laisse-t-on pas la liberté aux meuniers de fournir les boulangers comme ci-devant ? c'est qu'apparemment nous n'avons pas encore assez mangé de marons sauvages (1).

Il n'est pas douteux que le parti aristocratique, ennemi des bons citoyens, ne soit auteur, du moins complice des entrepreneurs de l'Ecole militaire, pour nous empoisonner. Ces mauvais citoyens, indignés de ce que leurs manœuvres étoient dévoilées, se sont assemblés clandestinement à une heure après minuit : persuadés que l'Assemblée générale ne seroit pas de leur avis, ils ont signé, trente-quatre, que MM. Duval & Martin avoient fait une motion incendiaire contre la loi martiale.... Fait démenti par tous les citoyens du district, qui attestent qu'ils n'ont rien entendu de semblable de la part de MM. Duval & Martin.

Ces infâmes aristocrates ont induit en erreur M. le marquis de la Fayette, afin d'avoir des ordres pour les faire arrêter, ce qui fut exécuté dans la nuit même.

C'est du fond de leur prison qu'ils invitent les bons citoyens des cinquante-neuf autres districts à

---

(1) Page 18 & 19 du procès-verbal de MM. les commissaires du district de Saint-Martin-des-Champs, de la visite de l'Ecole royale militaire.



prononcer sur la cause de leur détention, & à ne pas souffrir que les partisans de l'aristocratie puissent impunément attenter à la liberté de qui quere fût.

Où est donc, citoyens, cette liberté dont vous faites tant de parade, si vous n'êtes plus libres de dire votre façon de penser dans une assemblée générale où l'on vous convoque exprès pour cela? MM. Duval & Martin sont cependant punis pour avoir fait leur devoir... Envoyés par commission expresse de l'assemblée du district de Saint-Martin pour visiter les grains & farines de l'Ecole militaire, ils ont dû dresser procès-verbal de ce qu'ils ont vu & entendu... Ils l'ont fait... & il est signé de M. le chevalier de Beauieux, capitaine soldé du district du Petit-Saint Antoine, commandant à l'Hôtel. Ce procès-verbal a paru trop exact à la cabale aristocratique, qui voulut y faire des amendemens & retrancher l'article des maisons, ainsi que celui qui dit, « que M. de Beau-  
 » lieux (1) avoit beaucoup de peine à maintenir  
 » l'ordre dans la maison; que beaucoup de choses  
 » lui étoient suspectes, que la nuit dernière (2),  
 » entr'autres, s'étant levé à trois heures pour  
 » faire une visite, il avoit apperçu dans la ronde  
 » plusieurs particuliers qui se sauvoient du côté  
 » de la rivière; qu'il ne lui avoit pas été possible, ni à ses gens, de les attrapper; qu'il  
 » avoit trouvé seulement, sur un fossé, des  
 » planches qui avoient servi de pont à ces par-

---

(1) Page 7 du procès-verbal.

(2) Du 15 au 16 octobre.

» viculiers; qu'il lui faudroit un détachement  
» pour maintenir l'ordre.

Que penser après de tels aveux? que faire si  
les méchans peuvent impunément opprimer  
l'innocence?

*Dénonciation de quatre vaisseaux chargés  
de blé.*

Mardi, 3 novembre, il fut dénoncé, au district de Saint-Martin que les habitans de Rouen avoient arrêté quatre vaisseaux chargés de blé, destinés pour Paris, & qu'ils s'en étoient emparé, sans vouloir entendre parler de les rendre. Si l'on continue ainsi, nous serons bientôt réduits à l'extrémité où nos ancêtres se trouverent, lorsque Henri IV assiégeoit Paris (1).

*Plainte d'un Ecclésiastique contre l'Assemblée nationale.*

Un ecclésiastique se plaignoit (2) que le décret de l'Assemblée nationale, du 2 novembre, concernant les biens du clergé, l'avoit ruiné; qu'il ne lui laissoit que quinze cents livres de rentes, & qu'il n'étoit pas possible à un homme d'église de vivre avec si peu. Une dame de la compagnie, indignée d'entendre un tel discours, répondit

(1) Plusieurs personnes essayèrent de faire du pain avec des os de morts, pris au charnier des Innocens, ce qui occasionna une peste ou maladie épidémique.

(2) Près du boulevard, porte Montmartre.



brusquement : « vous n'êtes pas honteux , Mon-  
 » sieur , de raisonner de la sorte ? savez-vous  
 » qu'avec quinze cents livres Sa Majesté fait  
 » vivre quinze soldats ? Que diriez-vous si vous  
 » étiez réduit à servir le Roi , & qu'il vous fal-  
 » lût vivre avec cinq sous par jour ? ne trouve-  
 » riez-vous pas qu'un homme qui jouit de quinze  
 » cents livres de rente doit se trouver heureux ?  
 » Moi même , Monsieur , quoique femme , j'ai  
 » eu l'honneur de servir le Roi pendant huit  
 » ans. Puisqu'un soldat vit bien avec cinq sous ,  
 » vous pouvez fort bien vivre avec quatre  
 » francs. » Pendant ces discours il s'étoit amassé  
 quantité de monde autour d'eux. M. l'abbé  
 voyant l'indignation peinte sur tous les visages ,  
 jugea à propos de se retirer ; & il fit bien , un  
 instant plus tard auroit vu arriver une scène  
 scandaleuse.

Il n'est pas étonnant d'entendre plaindre quel-  
 qu'un à qui on ôte une partie de ses revenus ;  
 mais ce qui étonne , c'est de voir que des gens  
 qui , par leur état , doivent nous montrer le  
 bon exemple , ne nous montrent que le mau-  
 vais. Leur politique est de prêcher aux autres la  
 charité , & eux d'être avare.

### *Colporteurs saisis.*

Plusieurs colporteurs m'ont apporté des ré-  
 connoissances des exemplaires qui leur avoient  
 été saisis par des pauvres soldats de la garde  
 nationale qui n'avoient pas le sou dans leur poche  
 pour acheter un papier-nouvelle.... Leur in-  
 vention n'est pas si mauvaise.... Il se fournis-  
 sent à peu de frais.... Ils ont ordre , disent-

ils, des officiers des districts de les arrêter...  
Ceci est un fait à part : MM. les officiers des  
districts ne veulent que le bien public en fai-  
sant saisir les colporteurs, parce que plus le  
peuple sera ignorant, moins il maudira son  
sort & mieux ils seront les maîtres.

*Lettre d'un Patriote sur les Parlemens.*

M O N S I E U R ,

« Nous avons donc espérance de nous voir  
» bientôt débarrassés de cette graine de fana-  
» tiques qui, sous ombre de prendre les inté-  
» rêts du peuple, ne cherchoient qu'à l'affervir.  
» Que serions-nous devenus s'ils eussent réussi  
» à être nos représentans aux états généraux.  
» Je ne vois point de condition pire que celle  
» d'un homme soumis à la juridiction de plu-  
» sieurs tyrans réunis & que leur intérêt seul  
» fait agir. Accoutumés à mépriser le peuple  
» qu'ils redoutent & à n'obéir au roi que par  
» force, ils s'imaginent être les vrais sou-  
» verains.

*La suite au N<sup>o</sup>. VIII.*

La publicité est la sauve garde du peuple.  
Proclamation du 13 août, Signé BAILLY,  
Maire.

---

JOUDAIN DE SAINT-FERJEUX, rue du Grand Hurleur,  
n<sup>o</sup>. 22, maison d'un Orfèvre, à Paris.